

Crise universitaire : Le ministre Joseph Butore lâché de toutes parts

@rib News, 29/03/2014 L'administration de l'Université du Burundi est de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) s'est montrée inquiète par le refus des étudiants de se faire réinscrire comme l'avait demandé il y a quelques jours le ministre de tutelle, lors du renvoi des 18.000 étudiants des deux établissements publics. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Joseph Butore, présentant jeudi le bilan des inscriptions dans les deux écoles, a annoncé que « seuls 650 étudiants avaient été inscrits aux cours et aux rites ».

Alors que les inscriptions devaient avoir lieu depuis lundi dernier, jusqu'à jeudi de cette semaine qui s'achève, le ministre, après consultations avec les responsables de ces deux écoles, a décidé de prolonger les délais d'inscription, jusqu'à lundi prochain, et a appelé les étudiants qui faisaient la deuxième session, ceux qui étaient en plein stages et ceux qui avaient terminé l'année académique à se présenter pour les inscriptions. Mais à la grande surprise, depuis ce vendredi jusqu'à samedi, personne ne s'est fait inscrire pour répondre à l'appel du ministre Joseph Butore. Vendredi matin, une réunion a eu lieu au sein même de l'Université du Burundi. Lors de cette réunion dirigée par le ministre Butore, les enseignants, les officiels et autres se sont solidarisés avec la mesure de suspendre la bourse des étudiants. Certains demandaient qu'il y ait annulation des mesures de renvoi des étudiants et le retour sans condition des étudiants dans les auditoriums pour que l'année puisse continuer. D'autres demandaient même sans hésiter la démission du ministre de tutelle, pour avoir plongé les jeunes dans la détresse, voulant supprimer la bourse, alors que celle-ci provient des taxes de leurs parents. Les étudiants se tournent les pouces. Depuis leur renvoi, les soutiens sont venus de toutes parts : Des journalistes, des députés de l'opposition, des organisations de la société civile et même des syndicats de l'Université. Entre temps, les élèves du secondaires, fâchés par la suppression de la bourse par le Gouvernement actuel, se prépareraient eux aussi à envahir les rues, pour protester contre cette mesure. "Nous soutenons la lutte que mènent nos grands frères de l'Université du Burundi et ceux de l'ENS" a déclaré Michel, un étudiant du lycée Muramvya (centre du pays) avant de dire que même les établissements scolaires du secondaire pourraient descendre dans les rues contre la suppression de la bourse d'étude. [JMM]